

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Gabon-Espagne : pour un renforcement de la coopération bilatérale

C.M  
Libreville/Gabon

**L**A cheffe du gouvernement s'est entretenue, hier, à son cabinet, avec l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du royaume d'Espagne dans notre pays, Fernando Alonzo Navaridas.

Au centre de leurs échanges : le renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de l'éducation, l'économie et la formation. Le diplomate espagnol a d'ailleurs confié à la presse l'organisation prochaine, par sa représentation à Libreville, d'un cycle de formation des formateurs en environnement. Un secteur dans lequel les deux pays ont une convergence de vues sur un certain nombre de problématiques majeures. En ce sens, le Gabon et l'Espagne sont parties prenantes à l'Accord de Paris sur le climat.

Occasion de rappeler que la coopération bilatérale est sous-ten-



Phase de l'échange entre la Cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, et l'ambassadeur d'Espagne au Gabon, Fernando Alonzo Navaridas.

due par des relations diplomatiques et un cadre juridique matérialisé par des conventions et des accords dans plusieurs domaines. C'est dans cette optique que de nombreux compatriotes sont allés parfaire leurs connaissances de la langue de Cervantes dans de nombreuses universités ibériques.

En tout cas, cette rencontre entre ces deux personnalités est la

première depuis la nomination à la tête du gouvernement de Mme Rose Christiane Ossouka Raponda. Une opportunité que le diplomate espagnol a saisie pour présenter ses sincères et chaleureuses félicitations à la cheffe du gouvernement. Ce qui symbolise, a-t-il précisé, "une marque du renforcement du rôle et des droits des femmes au Gabon".

## Audit de la dette intérieure : le glaive de la justice va s'abattre



Le porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, répondant aux préoccupations des journalistes.

J.K.M  
Libreville/Gabon

**L**ES malversations financières et autres pratiques délictueuses mises à nu par la task force sur la dette intérieure ne resteront pas impunies. Le porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, l'a clairement réaffirmé, hier, au cours d'un déjeuner de presse. L'agence judiciaire de l'État (AJE) devrait, selon lui, dans les jours à venir, engager des poursuites judiciaires, conformément aux lois en vigueur, contre les entreprises incriminées et autres cadres de l'administration dont l'implication est avérée à quelque niveau que ce soit. Ce, d'autant plus que

le préjudice subi par l'État se chiffre à plusieurs milliards de nos francs.

Dans tous les cas, a laissé entendre le porte-parole de la présidence de la République, à travers cette task force, la volonté de l'État est de clairement s'acquitter de la "dette réelle" en honorant ses engagements. Rien à voir donc avec de prétendus règlements de compte, comme certains voudraient le faire croire. À ce jour, a-t-il affirmé, toutes les dettes de moins de 70 millions ont été déjà soldées pour un montant de 4 milliards de francs CFA. Avec ceci que 440 milliards de fausses dettes, sur les 650 milliards audités, ont été effacés.

Quelles dispositions ont été prises pour éviter que de telles pratiques se reproduisent ? "Un renforcement du dispositif institutionnel avec des procédures et des contrôles plus renforcés et accrus", a indiqué Jessye Ella Ekogha. Avec, à la clé, la mise sur orbite de la Direction générale des marchés publics (DGMP), l'Agence nationale de vérification et d'audit (ANVA) et l'Agence nationale d'investigation financière (ANIF). Non sans préciser qu'un audit sur la dette extérieure de l'État pourrait également être diligenté dans les tout prochains jours.

Sur un tout autre plan, Jessye Ella Ekogha a abordé avec les hommes et femmes des médias un certain nombre de sujets liées, entre autres, à la crise sanitaire actuelle et à la rentrée scolaire. Il a réaffirmé la volonté et la détermination des plus hautes autorités de la République à concilier le respect des mesures barrières avec la nécessité d'instruire la jeunesse.

## Tribune des Partis politiques

### À qui la faute ?

TOUS les lecteurs de notre journal ont dû découvrir, dans son numéro de vendredi dernier, un article relatif à un événement qui a eu lieu à Port-Gentil, dans la province de l'Ogooué-Maritime. Il s'agit d'une cérémonie consacrée à l'officialisation de l'adhésion au parti au pouvoir, de plusieurs nouveaux militants. Ils sont quatre au total, venus de la société civile et d'autres formations politiques. Intéressons-nous à ceux venus des partis politiques. Ce sont : Émile Moussimbagalola, Guy-Roger Bouassa et René Moundziegou, respectivement ancien conseiller municipal du Centre des libéraux réformateurs (CLR, majorité), ancien président communal de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere, opposition radicale) et ancien responsable provincial du Front d'égalité républicaine (FER, opposition républicaine). Il faut rappeler

que le CLR est le parti du général à la retraite Jean-Boniface Assélé. L'Adere celui de l'ancien vice-président de la République, Didjob Divungi Di Ndinge. Et le FER est présidé par le député de la Douigny (Moabi), Bonaventure Nzigou Manfoumbi...

Ces "Néopdgistes" ont dit être "convaincus de la politique sociale menée au sommet de l'État par le président Ali Bongo Ondimba (...)". Comme d'habitude, ces nouveaux militants du PDG font l'objet de critiques multiformes. D'aucuns les accusant de trahison, de manque de convictions, de corrompus, etc. Toutes choses auxquelles ils semblent avoir été préparés : "Nous sommes résolus, malgré les critiques dont nous ferons l'objet, à accompagner avec force et ténacité la démarche de l'économie sociale et solidaire comme modèle économique en vue de mieux préparer

l'échéance capitale de 2023".

Tout est dit. La question que l'on est maintenant en droit de se poser est celle de savoir si c'est de la faute du parti au pouvoir d'accueillir des nouveaux militants venus d'ailleurs, même d'autres bords politiques ? La politique étant aussi l'art d'affaiblir l'adversaire, peut-on reprocher au PDG de s'inscrire dans cette logique ? Ne revient-il pas à chaque parti politique de se donner les moyens de maintenir ses militants en place ?

Cependant, la vie politique est aussi le lieu où l'assertion selon laquelle "qui a bu, boira" trouve sa raison d'exister. Qui a trahi aujourd'hui, peut trahir demain. C'est sans doute pour cela que souvent certains transfuges ont du mal à se faire une place au sein du PDG.

ONDOUBA'NTSIBAH